

Plan de services en français

French-language Services Plan

2017-2018



Office of the Information
and Privacy Commissioner
for Nova Scotia

Commissariat à l'information et
à la protection de la vie privée de
la Nouvelle-Écosse

Message la commissaire à l'information et à la protection de la vie privée

La commissaire à l'information et à la protection de la vie privée dirige l'agence indépendante et impartiale chargée de surveiller le respect de quatre lois : la loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée (*Freedom of Information and Protection of Privacy Act* ou *FOIPOP*), la loi sur l'agent de révision à la protection de la vie privée (*Privacy Review Officer Act*), la partie XX de la loi sur l'administration municipale (*Municipal Government Act*) et la loi sur les renseignements médicaux personnels (*Personal Health information Act* ou *PHIA*).

La commissaire, qui est indépendante du gouvernement, relève du président de l'Assemblée législative et offre des conseils stratégiques, de l'expertise indépendante et un point de vue chevronné sur les questions liées à l'accès et à la vie privée et sur les pratiques exemplaires visant à assurer la conformité continue aux lois sur l'accès et la vie privée de la Nouvelle-Écosse, ainsi que l'efficacité de ces lois.

Plus de 400 institutions publiques provinciales et municipales, c'est-à-dire les ministères du gouvernement, les villes, les services de police, les universités et les conseils scolaires, et plus de 26 000 dépositaires de renseignements sur la santé sont visés par les lois de la Nouvelle-Écosse qui portent sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée.

Par une surveillance indépendante et experte du respect des exigences des lois sur l'accès et la protection de la vie privée, la commissaire veille à ce que les secteurs publics et de la santé de la Nouvelle-Écosse soient ouverts et responsables. Elle mène des enquêtes sur les plaintes et les révisions, tient des rencontres de médiation, surveille le respect de la loi, initie des enquêtes y compris des enquêtes systémiques, cherche et élabore des pratiques exemplaires et donne de l'information sur ces pratiques. De plus, elle offre des conseils et des avis d'expert.

Tel que prévu par la *Loi sur les services en français* et son règlement, je suis heureuse de présenter le plan de services en français du Commissariat à l'information et à la protection de la vie privée pour l'exercice 2017-2018.

Respectueusement soumis,



Catherine Tully
Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée de la Nouvelle-Écosse

Message from the Information and Privacy Commissioner

The Information and Privacy Commissioner leads the independent impartial agency responsible for monitoring and overseeing compliance with *four statutes: Freedom of Information and Protection of Privacy Act, Privacy Review Officer Act, Municipal Government Act (Part XX) and Personal Health Information Act* ["Acts"].

Working independently of government, the Commissioner reports through the Speaker to the House of Assembly to provide independent, expert strategic advice and experienced perspective on access and privacy related matters and best practices to ensure ongoing compliance with and effectiveness of Nova Scotia's access and privacy laws.

Over 400 provincial and municipal public bodies including government departments, towns, police departments, universities and school boards and over 26,000 health custodians are subject to Nova Scotia's access and privacy laws.

The Commissioner ensures Nova Scotia's public and health sectors are open and accountable by providing independent and expert oversight with respect to compliance with access and privacy law requirements. The Commissioner conducts complaint and review investigations and mediations, compliance monitoring, initiates investigations including systemic investigations, provides education, research and development of best practices and provides expert advice and comments.

In accordance with the *French-language Services Act* and Regulations, I am pleased to provide the Information and Privacy Commissioner's French-language Services Plan for the year 2017-2018.

Respectfully submitted,



Catherine Tully
Information and Privacy Commissioner for Nova Scotia

<p>Réponses aux demandes en français</p> <p>Le Commissariat à l'information et à la protection de la vie privée de la Nouvelle-Écosse (CIPVP) répond aux demandes orales et écrites de communiquer en français reçues du public avec l'aide des services de traduction. Le CIPVP poursuivra ses efforts visant à offrir un service interne en français en offrant des possibilités de formation linguistique en français à son personnel.</p>	<p>Responses to French Requests</p> <p>The Office of the Information and Privacy Commissioner ["OIPC"] will respond to verbal and written requests to communicate in French from the public through translation services. The OIPC will continue its efforts to provide in-house service in French by making French-language training opportunities available for its staff.</p>
<p>Inventaire des services en français</p> <p>Rapports annuels de 2001 à 2013 Responsabilités des demandeurs Résolution et document d'information des ombudsmans et des commissaires à l'information et à la protection de la vie privée fédéraux, provinciaux et territoriaux : <i>Obligation de documenter</i> (Mars 2016) Résolution des ombudsmans et des commissaires à l'information et à la protection de la vie privée fédéraux, provinciaux et territoriaux : <i>Protéger et promouvoir les droits d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels des Canadiens dans les initiatives d'échange d'information</i> (Février 2016) Résolution des ombudsmans et des commissaires à l'information et à la protection de la vie privée fédéraux, provinciaux et territoriaux : <i>Protéger et promouvoir les droits des Canadiens à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels à l'ère du gouvernement numérique</i> Lettre des ombudsmans et des commissaires à l'information et à la protection de la vie privée fédéraux, provinciaux et territoriaux au Comité permanent sur la sécurité publique au sujet les répercussions de grande envergure du projet de loi C-51 (<i>Loi antiterroriste</i> de 2015) Plans de services en français de 2009-2010 à 2016-2017 Document d'orientation pour l'utilisation de caméras corporelles par les organismes chargés de voir au respect de la loi Étapes à suivre en cas d'atteintes à la vie privée Miniguide sur l'accès à l'information Miniguide sur la protection des renseignements personnels Miniguide sur l'accès à vos renseignements médicaux Trousse d'urgence pour la protection des renseignements personnels du Commissariat de la protection de la vie privée du Canada</p>	<p>French-language Services Inventory</p> <p>Annual Reports from 2001 to 2013 Applicant Responsibilities Federal, Provincial and Territorial Privacy and Information Ombudspersons and Commissioners joint resolution and background: <i>Duty to Document</i> (March, 2016) Federal, Provincial and Territorial Privacy and Information Ombudspersons and Commissioners joint resolution: <i>Protecting and Promoting Canadians' Privacy and Access Rights in Information Sharing Initiatives</i> (February, 2016) Federal, Provincial and Territorial Privacy and Information Ombudspersons and Commissioners Joint Resolution: <i>Protect and Promote Canadians' Access and Privacy Rights in the Era of Digital Government</i> Federal, Provincial and Territorial Privacy and Information Ombudspersons and Commissioners letter to the Select Standing Committee on Public Safety about the far reaching implications of Bill C-51 (<i>the Anti-terrorism Act, 2015</i>) French-language Services Plans 2009/10 to 2016/17 Guidance for the use of Body Worn Cameras Key Steps to Responding to Privacy Breaches Mini Guide to Access Mini Guide to Privacy Mini Guide to Personal Health Information Office of the Privacy Commissioner of Canada's Privacy Emergency Kit. Statement of the Privacy and Information and Privacy Commissioners of Canada on National Security and Law Enforcement Measures Respecting Your Access and Privacy Rights - A Citizen's Guide for Nova Scotians What is Duty to Assist? PIIA Fee Fact Sheet</p>

<p><i>Inventaire des services en français</i></p> <p>Déclaration des commissaires canadiens à l'information et à la protection de la vie privée au sujet des mesures de sécurité nationale et d'application des lois Respect de vos droits d'accès à l'information et de protection de la vie privée – Un guide du citoyen pour les Néo-Écossais Que signifie « obligation d'assister »? Fiche de renseignements – Frais liés à la PHIA</p>	
<p><i>Coordonnateur des services en français</i></p> <p>Pour des renseignements sur les services en français, communiquez avec :</p> <p>Robert Bay à l'adresse robert.bay@novascotia.ca</p>	<p><i>French-language Services Coordinator</i></p> <p>For questions about French-language Services contact:</p> <p>Robert Bay at robert.bay@novascotia.ca</p>
<p><i>Progrès réalisés par rapport aux buts et objectifs en 2016-2017</i></p> <p><i>Buts et objectifs en 2016-2017</i> Bâtir la capacité de fournir des services en français. Évaluer tous les documents destinés au public qui doivent être traduits. Participer aux réunions du Comité de coordination des services en français.</p> <p><i>Mesures prévues en 2016-2017</i> Informer le personnel de la possibilité de suivre des cours de français, allouer du temps au personnel pour assister aux cours quand les exigences du service le permettent. Passer en revue tous les documents publics qui doivent être traduits pour donner la priorité à ceux qui répondent aux critères énoncés dans l'article 13 du <i>Règlement sur les services en français</i>. Publier des documents en français en fonction des moyens budgétaires. Permettre au personnel de participer aux réunions mensuelles du Comité de coordination des services en français quand les exigences du service le permettent.</p> <p><i>Progrès réalisés par rapport aux buts et objectifs en 2016-2017</i> Le personnel a été avisé des cours de français offerts par l'Office des affaires acadiennes et de la francophonie. Tous les documents publics ont été considérés pour la traduction.</p>	<p><i>Progress in Reaching Goals and Objectives for 2016-2017</i></p> <p><i>Goals and Objectives 2016-2017</i> Build French language capacity. Evaluate all public documents for French translation. Participate in French-language Services Coordinating Committee.</p> <p><i>Planned Measures for 2016-2017</i> Inform staff of French language training, allow staff time to attend training where operational requirements permit. Review all public documents for translation giving priority to those that meet the criteria set out in s.13 of the <i>French-language Services Act</i> Regulations. Publish documents in French within budgetary means. Allow staff time to participate in monthly French-language Services Coordinating Committee meetings where operational requirements permit.</p> <p><i>Progress in Reaching Goals and Objectives for 2016-2017</i> Staff were informed of available French language training courses offered by Acadian Affairs and Francophonie All public documents were reviewed for translation</p>

<p><i>Buts, objectifs et mesures pour 2017-2018</i></p> <p><i>Buts, objectifs et mesures pour 2017-2018</i> Bâtir la capacité de fournir des services en français. Évaluer tous les documents destinés au public qui doivent être traduits. Participer aux réunions du Comité de coordination des services en français.</p> <p><i>Mesures prévues en 2017-2018</i> Informar le personnel de la possibilité de suivre des cours de français, allouer du temps au personnel pour assister aux cours quand les exigences du service le permettent. Passer en revue tous les documents publics qui doivent être traduits pour donner la priorité à ceux qui répondent aux critères énoncés dans l'article 13 du <i>Règlement sur les services en français</i>. Publier des documents en français en fonction des moyens budgétaires. Permettre au personnel de participer aux réunions mensuelles du Comité de coordination des services en français quand les exigences du service le permettent.</p>	<p><i>Goals, Objectives, and Measures for 2017-2018</i></p> <p><i>Department's Goals and Objectives 2017-2018</i> Build French language capacity. Evaluate all public documents for French translation. Participate in French-language Services Coordinating Committee.</p> <p><i>Department's Planned Measures for 2017-2018</i> Inform staff of French language training, allow staff time to attend training where operational requirements permit. Review all public documents for translation giving priority to those that meet the criteria set out in s.13 of the <i>French-language Services Act</i> Regulations. Publish documents in French within budgetary means. Allow staff time to participate in monthly French-language Services Coordinating Committee meetings where operational requirements permit.</p>
<p><i>Contribution à la préservation et à l'essor de la communauté acadienne et francophone</i></p> <p>Le plan du CIPVP contient des mesures pour augmenter la capacité d'offrir des services en français et de publier d'importants documents en français. La formation en français et la traduction de textes sont des étapes importantes pour arriver à offrir à la communauté acadienne et francophone les renseignements et les services nécessaires en français.</p>	<p><i>Priorities of and Contribution to the Preservation and Growth of the Acadian and Francophone Community</i></p> <p>The OIPC Plan includes measures to increase French-speaking capacity and publish key publications in French. Continued French-language training and document translation are important steps in working toward providing necessary information and service in French to the Acadian and Francophone community.</p>